Casse des retraites, casse de l'éducation nationale, une même logique

C'est la baisse de l'imposition des plus riches et des entreprises qui expliquent le déficit des caisses de retraites et des caisses de l'Etat accordée par les derniers gouvernements au nom de la concurrence internationale qu'ils ont eux-mêmes organisée. Il ne s'agit ni d'un problème démographique, ni d'un problème de dépenses.

Casse de l'Education nationale:

Entre 2000 et 2010, les recettes de l'Etat ont été amputées de 100 milliards d'euros en raison des baisses d'impôts (*rapport Carrez de l'Assemblée nationale*).

486 niches fiscales: 75 milliards d'euros en moins dans les caisses de l'Etat en 2010 (27% des recettes nettes de l'Etat). L'Impôt sur le revenu (le plus juste car proportionnel et progressif ne rapporte plus que 50 milliards d'euros environ).

L'accroissement soudain du déficit public n'est dû qu'à l'effort de dépenses occasionné par le plan de relance de l'économie décidé pour faire face à la crise financière.

Le choix du gouvernement face à la baisse des recettes ? Baisser les dépenses :
La réduction de 100 000 postes dans la fonction publique génèrera 1,5 milliards d'euros sur 3 ans (soit environ 500 millions d'euros par an). S'ajoute le gel des salaires publics dès 2011, pour atteindre l'objectif rappelé par François Baroin de 3 milliards d'euros d'économies sur les rémunérations publiques.

La seule éducation nationale subira donc près de la moitié de ces réductions d'effectifs, puisque 16 000 suppressions de postes sont annoncées pour 2011.

Casse du système de retraites par répartition:

Toutes les réformes depuis 1993 n'ont pour conséquence que de baisser le niveau des pensions. L'objectif à peine voilé ? Pousser les salariés vers les assurances privées et leurs complémentaires retraites (le COREM à la MGEN). L'argent de la solidarité détourné vers la finance et la spéculation.

En 2010, le déficit de la caisse de retraites devrait s'élever à 30 milliards d'euros. Mais les exonérations des cotisations patronales c'est justement 30 milliards par an, sans parler des revenus exonérés de cotisations (intéressement, participation, stock-options, dividendes) qui rapporteraient des milliards aux caisses de la Sécurité sociale.

Le Conseil d'Orientation des retraites prévoit un déficit de 70 milliards en 2030, 100 milliards en 2050. Pourtant de l'argent il y en a: entre 1982 et 2007, le pourcentage de la richesse nationale versée aux actionnaires est passée de 3,2% à 8,5% du PIB, c'est-à-dire une augmentation de plus de 100 milliards par an.

En fait, il suffit d'augmenter la part de la richesse nationale qui va aux retraites d' environ 3% du PIB d'ici à 2050 pour équilibrer le système.

Dans le *Canard Enchaîné* du mercredi 28 octobre 2009 :

Eric Woerth, le ministre du Budget, s'est vanté, le 23 octobre, dans l'hémicycle, d'avoir supprimé 100 000 postes de fonctionnaires en trois ans (50 000 dans l'Education nationale), faisant ainsi économiser 3 milliards au Budget. "Vous les avez immédiatement redonnés en baisse de TVA aux restaurateurs, qui eux n'ont créé que 6 000 emplois, lui a répondu Henri Emmanuelli. En définitive, on n'a donc pas économisé un centime mais on a perdu 94 000 emplois."

Financer la retraite par repartition, c'est un choix, tout comme de consacrer une part importante de la richesse nationale à l'éducation.

Les enseignants mobilisés de Trappes - contact: agtrappes@gmail.com

Imprimé par nos soins - Ne pas jeter sur la voie publique